

# **Nouvelle-Calédonie : une Nation pour tous**

Ce texte, que nous diffusons à l'approche du référendum du 4 octobre 2020 en Nouvelle-Calédonie, a été rédigé par le Pasteur Daniel WEA, de l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie. Un texte qui reste marqué par la volonté de défendre l'identité Kanak – un sujet tellement sensible qu'il a largement influé sur la composition du corps électoral pour ces référendums d'autodétermination. Un texte qui se veut aussi politiquement engagé, et qui va au-delà des positions affichées aujourd'hui par l'EPKNC. Il ne se prétend pas porteur d'un discours officiel de son Église ; mais il est révélateur des évolutions et des interrogations qui l'ont traversée et la travaillent encore aujourd'hui, face à une société certes multiculturelle, mais divisée et où les Kanaks cherchent encore leur place, et où le «destin commun» évoqué par le préambule de l'Accord de Nouméa reste encore à construire.



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©  
Défap*

Nous sommes originaires d'un pays où la terre est mère nourricière mais où la terre-mère continue depuis la nuit des temps à dissimuler des vestiges de son histoire à ses enfants. Une terre d'accueil qui porte encore en elle des stigmates douloureux du passé et qui ne cesse de porter les inégalités et les injustices humaines à l'heure où on veut construire un avenir meilleur pour nos enfants.

À la veille du référendum du 4 octobre 2020 pour le « OUI » ou « NON » à l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie, le

peuple de Dieu, habitant sur cette terre nourricière, est divisé entre deux groupes politiques représentant le clivage classique entre la droite représentée par les non-indépendantistes et la gauche par les indépendantistes. Deux groupes politiques qui s'opposent depuis 1946, la fin du régime de l'indigénat et des modalités du travail forcé mises en place par l'État français en 1887.

L'histoire de la Kanaky Nouvelle-Calédonie a été jonchée de périodes difficiles et douloureuses depuis la prise de possession de notre pays par l'État français en 1853.

Depuis, des hommes et des femmes, par leur foi en l'Évangile de Jésus-Christ avant tout et celle en leurs capacités humaines tout simplement, se sont toujours engagés à accompagner au mieux le peuple de Dieu dans ces traversées de désert.

Dans ces temps de confusion et de troubles, l'Église EPKNC a toujours relevé le défi d'accomplir sa mission d'accompagnement du peuple au travers des mots, gestes, messages, postures, mutations, développement et émancipation, grâce aux hommes et aux femmes auxquels Dieu a suscité une mission évangélique et sociale dans le pays.

La civilisation occidentale, et le développement socio-économique qu'apporte la colonisation en Nouvelle-Calédonie, génèrent inévitablement des clivages et des fractures sociales dans la population et notamment autochtone. Dans les années 1970, L'Église Évangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Îles Loyauté s'inquiète du devenir de son pays et du bien-être de ses hommes et femmes, enfants de Dieu. Et en 1979, lors de son Synode à Guarou, Houaïlou, elle prend position pour l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie.

À la suite de cette prise de position pour l'indépendance en passant par la période de troubles et de révoltes (couramment appelée « les évènements ») de la population locale

indépendantiste des années 80, et jusqu'à aujourd'hui, l'EENCIL a toujours joué un rôle important dans l'accompagnement du peuple de Dieu, dans la médiation entre les uns et les autres pour une stabilité sociale et économique, en référence à Christ et à son Évangile.



© WEA Kuanene Daniel

Dans sa démarche évangélique et son implication dans la vie sociale, culturelle, politique et syndicale dans le pays, l'EENCIL a œuvré avec les autres communautés chrétiennes, comme l'Église Catholique locale, pour la réconciliation des familles, des clans, des villages, et tout simplement des hommes et des femmes qui les composent, en veillant à leur restituer leurs droits, quelle que soit la couleur de leur peau.

À l'heure où les deux blocs politiques opposés s'acharnent encore à choisir le nouveau nom au pays, l'EENCIL, durant son

Synode de 2014, à Thuahaik Lifou, opte pour le changement de son nom et devient « Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie ». Une démarche qui s'inscrit encore dans sa mission d'accompagnement en témoignant et proclamant autour d'elle qu'il y a un temps pour chaque chose. Il y a eu un temps où l'on a fait la guerre et il y a eu un temps pour la réconciliation et voici venir le temps de se tenir la main pour construire ensemble notre pays d'aujourd'hui pour demain. Par son nouveau nom, l'EPKNC affirme solennellement son soutien et son désir de s'impliquer avec sagesse, humilité et respect dans la construction de notre pays sans faire de distinction entre les hommes qui l'habitent, tous enfants de Dieu.

Aujourd'hui le pays a besoin de se construire avec les vraies valeurs humaines c'est-à-dire culturelle, chrétienne, et socio-politique, et pour ce faire, il a besoin d'hommes et de femmes capables de dépasser les clivages de la société pour rassembler et fédérer, pour unir dans la diversité, ce que peu d'hommes peuvent faire : renoncer, partager et dessiner des chemins de croissance.

Malheureusement, la réalité et l'actualité politique locales révèlent que le peuple de Dieu, enraciné sur cette terre nourricière, assiste passivement à un débat politique décevant, décourageant et désorienté.

Ainsi, plus que jamais, le peuple se trouve en attente d'une parole, d'une déclaration pour redonner confiance à la communauté kanak qui s'est émiettée et à la population calédonienne en général. Les notions de « destin commun » ou de « citoyenneté commune » dont on espère l'émergence demeurent abstraites et insatisfaisantes, à notre sens. Chacun se réfugie derrière ses préoccupations, ses droits, négligeant en partie ses devoirs et ses obligations.

On a bien constaté chez nos politiciens non-indépendantistes et indépendantistes durant les dernières élections, l'absence

totale d'une volonté d'unité politique pour construire l'avenir du pays et le destin commun tant clamé dans les discours et l'acharnement à la victoire exclusive.

Il nous paraît souvent triste de constater la pauvreté de la sémantique politique locale d'une part et d'autre de l'échiquier politique. Nombre d'entre eux, hommes et femmes, ont tendance à négliger le facteur humain et font apparaître qu'ils l'ont exclu de leur engagement et de leur combat politiques.

Il reste donc essentiel, pour que nos responsables politiques puissent mener humainement leur exercice, que l'Église accomplisse sa mission de veiller et de scruter, à tout moment, les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Évangile, de telle sorte qu'elle puisse répondre, de la manière la plus adaptée possible à la réalité contextuelle, aux questions existentielles des hommes sur leur présent et leur futur ainsi que sur leur « vivre ensemble ».

À mon sens, l'Église en général a le devoir, non seulement parce que c'est sa mission, mais encore parce qu'elle est aussi actrice de la construction de notre pays, d'encourager chacun à s'élever et se situer au-dessus de la mêlée.

À mon sens, en rapport avec le devenir de notre pays, nous devons continuer à inviter les uns et les autres à reprendre souffle pour une compréhension de l'homme dans sa totalité et ne pas nous laisser entraîner par la séduction de l'argent, qui devient facilement une idolâtrie dans la politique économique actuelle et à nous inciter à bâtir une économie digne de l'humain ici dans notre pays. Nous devons veiller à préserver ou encourager les préoccupations d'ordre éthique en développant les notions de don et de gratuité au cœur même de l'économie. Cela pour répondre au scandale des inégalités économiques et sociales excessives entre les membres des familles humaines, afin de rechercher les conditions sociales qui permettront à notre communauté humaine, comme à chacun de

ses membres de s'épanouir dans le bien et d'accéder au bonheur dans tout le pays.

À mon sens, pour ce faire, nous devons relever le défi de la foi et de la confiance en allons voter « OUI » le 4 Octobre pour l'indépendance de la Kanaky-Nouvelle Calédonie. J'estime que voter « OUI » c'est reconnaître le peuple Kanak premier occupant de cette terre et en droit de revendiquer son indépendance sur cette terre qui lui appartient. Aujourd'hui le Kanak ne peut accepter d'être toujours assisté et dominé par d'autres ethnies.

L'Évangile appelle « au soutien des opprimés ». Et comme nous rappelle la position de l'Église EPKNC en 1979, « la dimension universelle d'une Église nous rappelle que nous voulons être des responsables chez nous mais l'exigence évangélique nous demande aussi de respecter les minorités ».

La Kanaky appartenant historiquement au peuple Kanak, est devenue depuis Nainvilles-les-Roches le pays aussi des victimes de l'histoire.

Il est grand temps pour nous de faire chemin ensemble dans la construction de notre pays tout en respectant nos différences culturelles et politiques. L'indépendance est une solution pour réinventer une société en rapport avec le contexte culturel et social de notre future nation, la Kanaky-Nouvelle Calédonie, digne de l'Océanie. S'engager pour un pays libre c'est accepter d'être « acteur » dans la construction de notre future nation et de pouvoir créer des nouvelles passerelles dans le Pacifique, dans l'Océanie et au niveau international car la liberté nous conduit à l'ouverture vers son prochain.

Que la paix de notre Seigneur vous accompagne et puisse aussi bénir notre pays la Kanaky-Nouvelle Calédonie.

Oleti \*.

*\* Oleti signifie "merci" en Drehu, la langue Kanak la plus parlée en Nouvelle Calédonie*

---

## **La Nouvelle-Calédonie à l'honneur**

Cette semaine, plusieurs représentants des Églises de Nouvelle-Calédonie étaient en visite en France. À cette occasion, le professeur Frédéric Rognon a animé le jeudi 31 janvier, à la Maison du protestantisme, à Paris, une conférence-débat sur le thème : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum : quels défis pour les Églises ?»



***Les délégués des Églises calédoniennes, en visite en France, faisant la coutume à l'AG de la Fédération Protestante de France, 26 janvier 2019 © Défap***

Les invités sont arrivés au Défap, où ils étaient hébergés, quelques jours avant les premières rencontres à la Maison du protestantisme, au 47 rue de Clichy, dans le neuvième arrondissement : une délégation des Églises de Nouvelle-Calédonie, présente à Paris à l'invitation de la Fédération Protestante de France (FPF), qui tenait son Assemblée Générale. Cette délégation comprenait le pasteur Var Kaemo, président de l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC) et son épouse la pasteure Marie-Claire Kaemo, directrice du Centre de Formation Pastorale et Théologique de Béthanie ; le pasteur Yvon Dea, président des Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur et aumônier Marc Perrin, Assemblées de Dieu de Nouvelle-Calédonie ; le pasteur André Beinon, président de l'Église évangélique libre de Nouvelle-Calédonie.

Les membres de cette délégation étaient également invités à la conférence-débat animée le jeudi 31 janvier par le professeur Frédéric Rognon, sur le thème : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum : quels défis pour les Églises ?». Car dans cette terre loin de la métropole et de sa conception de la laïcité, la religion a un rôle crucial à jouer. Selon ce mot de l'ancien Haut-Commissaire Vincent Bouvier : «Ce sont des hommes d'Église qui ont permis, souvent en désaccord avec les autorités de l'époque, de poser un regard différent sur l'identité Kanak. La religion a un rôle majeur à jouer dans la gestion des tensions et le maintien du dialogue.» Et de Maurice Leenhardt jusqu'à

Jacques Stewart, les protestants de métropole et ceux de Nouvelle-Calédonie entretiennent depuis longtemps des relations singulières. Ce qu'avait rappelé François Clavairoly, le président de la FPF, en évoquant «l'histoire partagée du protestantisme kanak et du protestantisme anglais puis français» à la suite de sa visite dans l'île en mai 2018 en compagnie d'Emmanuel Macron, à quelques mois du référendum d'autodétermination qui s'est déroulé en novembre, et a vu la victoire, attendue mais moins nette que ne le prédisaient les sondages, du maintien dans la France.

## Coutume et multiculturalisme

*Pour aller plus loin :*

- [Nouvelle-Calédonie : présentation et actualité du Défap](#)
- [La coutume Kanak : présentation et explication avec un dépliant de la Maison de la Nouvelle-Calédonie](#)
- [Le site du GIP Cadres Avenir](#)
- [Retour sur la mobilisation autour du lycée protestant Do Neva](#)

Si ce rendez-vous électoral s'est passé sans explosion, les principaux problèmes de la société calédonienne demeurent. Une société qui reste très inégalitaire, avec une grande différence entre les îles et la grande ville, Nouméa : d'un côté, un mode de vie qui reste traditionnel, avec une forte intégration sociale et familiale, et de l'autre, une société devenue

multiculturelle, ouverte sur des influences très diverses, avec des modes de vie très différents, une croissance forte d'Églises évangéliques d'implantation récente...

Depuis l'accord de Nouméa, les Kanak disposent d'un statut civil particulier, formalisé par l'article 75 de la Constitution, appelé «statut coutumier», et ne sont pas soumis au code civil. La coutume régit tous les aspects de la vie des Kanak, avec ses offrandes et ses rites qui rythment toutes les étapes de l'existence, naissance, mariage, deuil, alliance et pardon entre clans : ces règles «définissent les devoirs et les obligations vis-à-vis de la communauté, mais aussi le lien à la terre et au sacré», comme le souligne Emmanuel Tjibaou, fils de Jean-Marie Tjibaou et directeur du centre culturel Tjibaou à Nouméa. Mais les Kanak sont aujourd'hui minoritaires, ce que montrent bien les chiffres du dernier recensement : en 2014, 39,05% des habitants se sont déclarés Kanak, 27,2% européens, 33,75% (soit plus du tiers) se réclamant d'autres communautés, notamment vietnamienne ou indonésienne. Un cosmopolitisme que reflète la ville de Nouméa. Entre ces deux images très contrastées de la Nouvelle-Calédonie, les jeunes – et en particulier les jeunes Kanak – peinent à trouver une place. Certains rejettent le modèle traditionnel et le poids de la coutume pour rejoindre Nouméa. Mais la ville est aussi le lieu où les inégalités s'affichent de la manière la plus flagrante : «il y a là-bas environ 10.000 personnes qui vivent dans des squats», souligne Tünde Lamboley, responsable du suivi des relations avec la Nouvelle-Calédonie au sein du Défap.

Place des Églises et de la coutume, suites du référendum d'autodétermination et invention d'un «destin commun» en Nouvelle-Calédonie, relations avec la métropole : une table ronde animée par Didier Crouzet, secrétaire général de l'EPUdF, a réuni le 26 janvier au 47 rue de Clichy, à la Maison du protestantisme, les pasteurs Var et Marie-Claire Kaemo, le pasteur André Beinon et les pasteurs Yvon Dea et Marc Perrin, hôtes d'honneur de l'assemblée générale de la FPF.

Toujours à l'occasion de cette visite de la délégation des Églises de Nouvelle-Calédonie, Place des protestants, le programme de Présence protestante diffusé le dimanche 10 février, sera consacré au protestantisme dans l'île.

---

# **De Nouméa à Épinal : la Nouvelle-Calédonie à l'honneur de la «Journée des missions»**

La pasteure Tünde Lamboley, du Défap, a été invitée à participer courant janvier à la «Journée des missions» organisée à Épinal sur le thème de la Nouvelle-Calédonie. Après le rendez-vous de novembre dernier et le référendum d'autodétermination, l'archipel se prépare à de nouvelles échéances électorales, notamment les prochaines élections provinciales. Mais au-delà des rapports de force politiques, se profilent des questions cruciales liées à une société en mutation, qui reste fortement inégalitaire, et dans laquelle les jeunes, notamment Kanak, peinent à trouver leur place. Des enjeux face auxquels les Églises sont appelées à se positionner, et qui interpellent aussi les protestants de métropole.



*Tünde Lamboley présentant la coutume Kanak lors du culte à Épinal © Défap*

Pas facile de cerner les enjeux de la Nouvelle-Calédonie depuis les Vosges, même quand on est protestant, bien au fait du rôle qu'a pu jouer Maurice Leenhardt en faveur des Kanak, et conscient des liens forgés par l'Histoire entre des communautés si éloignées géographiquement et culturellement. Comment interpréter les résultats du référendum d'autodétermination ? Quelles seront les prochaines étapes ? Avec quel impact sur la société calédonienne ? Et cette société, comment évolue-t-elle, quels sont ses défis ? Autant de questions qui se sont retrouvées au menu de la «Journée des missions» organisée à la mi-janvier à Épinal. Avec comme invitée la pasteur Tünde Lamboley, du Défap ; et comme

thématique : «La Nouvelle-Calédonie après le référendum d'autodétermination».

Tünde Lamboley connaît bien la Nouvelle-Calédonie, où elle a vécu plusieurs années ; chargée de la Formation théologique et de la Jeunesse au sein du service Animation du Défap, elle a en outre la «responsabilité pays» de la Nouvelle-Calédonie. Le culte organisé le dimanche matin lui a donné une première occasion de présenter «la coutume», cet ensemble de règles et de comportements codifiés qui régit les relations au sein de la société traditionnelle Kanak. «La coutume, décrit Tünde Lamboley, c'est le lien : on se présente devant l'autre pour établir les relations, créer ce lien, et il faut ensuite l'entretenir ; au sein de la société calédonienne, la coutume est aussi un chemin qui nous lie les uns aux autres». Un passeport indispensable pour toute relation avec les Kanak, s'appuyant sur l'échange d'objets symboliques – ici, une pièce de tissu décoré...

## **Société traditionnelle et multiculturalisme**

***Pour aller plus loin :***

- [\*Nouvelle-Calédonie : présentation et actualité du Défap\*](#)
- [\*La coutume Kanak : présentation et explication avec un dépliant de la Maison de la Nouvelle-Calédonie\*](#)
- [\*Le site du GIP Cadres Avenir\*](#)
- [\*Retour sur la mobilisation autour du lycée protestant Do Neva\*](#)

Cette première introduction à la vie des Kanak devait servir à libérer la parole, les questions et les témoignages. Car parmi les membres de la paroisse d'Épinal, certains avaient déjà été en contact avec l'archipel. «Quelqu'un avait apporté la sculpture en bois d'un «cagou», oiseau emblématique de Nouvelle-Calédonie», souligne Tünde Lamboley. «Et le mari d'une paroissienne, militaire, avait eu sous ses ordres une section de Kanak ; tant que le droit coutumier n'était pas respecté, il n'y avait pas moyen de leur donner des ordres. Il avait vite compris qu'il devait intégrer les divers aspects de la coutume pour que la communication puisse passer ; il a suffi que soit désigné parmi eux un responsable, porteur du droit coutumier, pour que les choses se débloquent.»

Mais ce lien fort de la coutume, symbole et

matérialisation de relations sociales très intégrées au sein de la société Kanak, peut facilement se retourner contre les jeunes obligés de venir jusqu'en métropole pour faire des études supérieures. «En Nouvelle-Calédonie, souligne Tünde Lamboley, on est en permanence englobé dans un tout : la famille, la famille élargie, l'Église... et on vit au sein de ce tout. En arrivant en France, on est seul, on doit prendre des décisions en tant qu'individu, cette enveloppe protectrice n'existe plus. Et le contexte socio-culturel est si différent, que le défi à relever est immense pour ces jeunes». Avec comme corollaire un fort risque d'échec dans les études. Voilà pourquoi le Défap avait été chargé de l'accompagnement extra-scolaire d'étudiants venant suivre un cursus en métropole dans le cadre du programme ABS («Après-Bac Service»), financé par le ministère des Outre-mer. Un programme qui s'est achevé peu avant le référendum, et auquel il faut désormais trouver une suite.

«J'ai eu affaire à une assemblée très attentive, réactive, témoigne Tünde Lamboley. Il y a eu énormément de questions autour de la jeunesse : que fait l'Église, l'EPKNC ? À quels défis les jeunes sont-ils confrontés en Nouvelle-Calédonie ? Comment se passent les études ? Quelle place

ont-ils dans la société ?» L'occasion de parler aussi des tensions les plus douloureuses au sein de la société calédonienne : une société qui reste très inégalitaire, avec une grande différence entre les îles et la grande ville, Nouméa : d'un côté, un mode de vie qui reste traditionnel, avec une forte intégration sociale et familiale, et de l'autre, une société devenue multiculturelle, ouverte sur des influences très diverses, avec des modes de vie très différents, une croissance forte d'Églises évangéliques d'implantation récente... Entre les deux, les jeunes – et en particulier les jeunes Kanak – peinent à trouver une place. Certains rejettent le modèle traditionnel et le poids de la coutume pour rejoindre Nouméa. Mais la ville est aussi le lieu où les inégalités s'affichent de la manière la plus flagrante : «il y a là-bas environ 10.000 personnes qui vivent dans des squats», souligne Tünde Lamboley. Des inégalités créant une situation potentiellement explosive, qui aurait pu dégénérer à l'occasion du référendum. Au final, les incidents ont été limités. Et le vote a montré la capacité de mobilisation des Kanak, rebattant les cartes du rapport de force politique dans l'archipel alors que les sondages annonçaient une victoire écrasante des partisans du maintien dans la France. Du coup, l'explosion redoutée en cas de défaite massive des

indépendantistes n'a pas eu lieu, et le prochain affrontement politique aura lieu à l'occasion des élections provinciales, qui renouvelleront les élus des trois provinces (Sud, Nord, Iles) ainsi que ceux du Congrès, qui élit le gouvernement collégial. C'est-à-dire en mai 2019...

## **Accompagner, former, préserver**

Beaucoup des défis de la Nouvelle-Calédonie, qu'il s'agisse du rapport à une société en profonde transformation, des inégalités socio-économiques persistantes, de l'accès à l'éducation ou des enjeux politiques, se cristallisent de fait autour de la jeunesse. C'est à elle qu'il reviendra, au-delà des prochaines échéances électorales, d'inventer un vivre-ensemble. Tünde Lamboley voit des marques d'espoir dans ces jeunes, soulignant notamment l'émergence d'une «jeune génération de Kanak qui réfléchissent aux enjeux de leur société, essaient d'inventer la Calédonie de demain : on voit apparaître des éléments prometteurs dans la vie politique, associative, éducative, qui sont de plus en plus présents et se font entendre au sein de la société calédonienne». Elle y discerne les lignes qui devront, selon elle, guider les

priorités du Défap pour les prochaines années en Nouvelle-Calédonie : «d'abord, retravailler l'accompagnement des étudiants calédoniens en métropole, en collaboration avec Cadres Avenir». Depuis janvier 2006, ce Groupement d'intérêt public pilote le programme de formation en métropole de cadres Kanak, afin de favoriser un rééquilibrage économique et social de la Nouvelle-Calédonie, ainsi que l'avaient prévu les accords de Matignon en 1988. Signe de l'aspect stratégique de ce programme pour la société calédonienne, il est évalué chaque année par un comité de suivi, composé des signataires des accords de Matignon et Nouméa, qui se réunit en présence du haut-commissaire de la République. Or, l'accompagnement extra-scolaire des étudiants Kanak est un point crucial de ce programme...

Mais selon Tünde Lamboley, le Défap se doit aussi d'aider à préserver l'héritage commun des protestants de France et de Nouvelle-Calédonie. À ce titre, le lycée protestant Do Neva est un symbole. Un symbole fortement endommagé lors d'inondations exceptionnelles en novembre 2016, ce qui avait entraîné un mouvement de solidarité du protestantisme de la France métropolitaine afin d'aider aux réparations. «Au-delà de la rénovation des locaux, nous devons continuer l'accompagnement de Do Neva, estime Tünde

Lamboley, car cet héritage de Maurice Leenhardt est une marque des liens qui unissent les protestants de Nouvelle-Calédonie et de métropole.»

*Franck Lefebvre-Billiez*

Retrouvez ci-dessous quelques images de la «Journée des missions» à Épinal :

---

## **Nouvelle-Calédonie : «établir des ponts entre les communautés»**

Quel «destin commun» inventer après le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ? Le professeur Frédéric Rognon, membre du groupe informel Nouvelle-Calédonie qui se réunit ce mardi au Défap, a été invité par le Service radio de la Fédération

Protestante de France pour évoquer la situation de l'archipel à l'approche d'un vote qui cristallise les inquiétudes. Selon lui, ce que peut faire l'Église protestante face aux risques de radicalisation à l'issue du scrutin, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre.» L'EPKNC encourage ainsi ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus, à travers la présence du Défap.



Le 4 novembre 2018, la population de la Nouvelle-Calédonie est appelée à se prononcer par référendum sur l'indépendance et la pleine souveraineté du territoire. Un

scrutin qui marquera l'aboutissement d'un processus d'une trentaine d'années. Entre 1988, l'année des «événements», et aujourd'hui, les accords de Matignon ont permis de préserver la paix civile. Ils ont été complétés par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, qui poursuivait la revalorisation de la culture kanak, créait de nouvelles institutions et prévoyait un processus de transfert progressif de compétences à la Nouvelle-Calédonie. Quant au référendum d'autodétermination, prévu initialement en 1998, son organisation avait été, d'un commun accord entre l'État, les indépendantistes et les non-indépendantistes, repoussée au plus tard à l'année 2018. Voilà pourquoi, le 4 novembre prochain, les votants seront invités à répondre à la question suivante : «Voulez vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?»

Or depuis 1988, la société néo-calédonienne s'est transformée. Elle est devenue de plus en plus multiculturelle. Dans des lieux

comme Nouméa, les jeunes des diverses communautés se sont habitués à vivre côte à côte – sinon ensemble. Mais l'approche de ce référendum d'autodétermination longtemps annoncé menace de raviver les tensions. Alors même que, quel qu'en soit le résultat, les 260.000 Calédoniens, dont 110.000 Kanak, devront réussir après le vote à construire ensemble l'avenir de l'archipel...

## Craintes de radicalisation

*Pour aller plus loin :*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 1*

*La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 2*

- [La Nouvelle-Calédonie à l'heure des choix : le dossier du Défap](#)
- [Maurice Leenhardt, la rencontre d'un homme et d'un peuple](#)
- [Nouvelle-Calédonie : aider au dialogue \(conférence du Défap\)](#)
- [Nouvelle-Calédonie : l'EPKNC s'engage et prie pour la paix](#)

Les relations entre protestants de France et protestants de Nouvelle-Calédonie sont inscrites dans l'Histoire, et c'est

précisément pour accompagner les Calédoniens à l'heure du choix qu'a été créé un groupe informel qui se réunit régulièrement au Défap. Parmi les membres de ce groupe, qui se retrouve justement ce mardi au 102 boulevard Arago, figure entre autres le pasteur Frédéric Rognon, qui a été récemment l'invité du Service radio de la FPF, où il a répondu aux questions d'Olivier Betti. Professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg, Frédéric Rognon est surtout bon connaisseur de la Nouvelle-Calédonie, où il a vécu trois ans dans les années 80. Vous pouvez écouter dans les encadrés ci-contre l'intégralité de ces entretiens, diffusés en deux parties.

Concernant l'ambiance qui prévaut en Nouvelle-Calédonie à l'approche du vote, Frédéric Rognon souligne notamment : «J'y étais encore en juillet-août ; j'ai entendu souvent des craintes sur l'après-référendum, concernant une radicalisation possible. Comment rester dans le destin commun après ce scrutin ? Sachant qu'il y aura un

deuxième et un troisième référendum en cas de non à l'indépendance, en 2020 et 2022, ce qui a été prévu dans l'accord de Nouméa...»  
Quelles sont donc les inquiétudes soulevées par ce vote ? «On craint qu'au lendemain du 4 novembre, il y ait des vainqueurs et des vaincus. L'Église protestante est très soucieuse de cela et cherche à canaliser ces ardeurs, pour éviter à la fois la volonté de revanche et le sentiment d'avoir vaincu.»

Comme le note Frédéric Rognon, «l'indépendance a peu de chances d'être votée directement en novembre. L'enjeu porte plutôt sur le niveau du vote indépendantiste. S'il est vraiment très faible, on a un risque de radicalisation des deux bords : de la part des indépendantistes les plus durs, qui perdraient confiance dans la démocratie et seraient tentés de revenir à la situation des événements des années 80 ; mais aussi de la part des loyalistes les moins modérés, qui voyant que l'indépendance ne fait plus recette, pourraient vouloir remettre en question tout le processus, le deuxième et le troisième référendum, le gel

du corps électoral obtenu par les indépendantistes... Ce qui durcirait la situation et créerait de nouveaux clivages.»

## La question du corps électoral



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©  
Défap*

**Cette question du «gel du corps électoral»,**

et au-delà, la question de savoir qui vote ou non lors de tels scrutins engageant tout l'avenir de l'île, est cruciale. La démographie est en effet très défavorable au vote en faveur de l'indépendance. Cette évolution démographique s'explique par l'immigration encouragée par la métropole, qui s'est encore accélérée avec le «boom du nickel» de la fin des années 1960. Résultat : alors que la population kanak représentait 51,1% de la population totale en 1956, cette part était descendue à 46% en 1969 ; elle est de 39% aujourd'hui. D'où l'idée d'une restriction du corps électoral pour obtenir une sorte de rééquilibrage en faveur des Kanak – un principe qui a désormais valeur constitutionnelle et qui a été inscrit dans l'accord de Nouméa. Selon les termes de l'accord, il s'agissait de poser «les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, permettant au peuple d'origine de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son destin commun».

**Il existe ainsi en Nouvelle-Calédonie**

plusieurs corps électoraux, avec des listes électorales de droit commun et d'autres spéciales. Les listes de droit commun sont destinées aux élections à dimension nationale (présidentielle, législatives, européennes...) ; les listes spéciales ont prévu une restriction du corps électoral dans l'optique, précisément, de l'organisation du référendum d'autodétermination, et le principe en a été étendu aux scrutins locaux. Cette question de la composition du corps électoral pour le référendum est longtemps restée une pierre d'achoppement entre les forces politiques en présence.

**Accompagner et favoriser  
les occasions de dialogue**



*Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival des arts mélanésiens, Mwâ kâ Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 © Sekundo*

**Que peuvent faire les protestants face à ces risques de tensions – volonté de revanche, radicalisation, voire remise en cause de tout le processus et notamment du gel du corps électoral ? Accompagner et favoriser les occasions de dialogue. Historiquement, les Églises de France ont des liens privilégiés avec l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), elle-même très majoritairement Kanak et qui s'est longtemps déterminée nettement en faveur de l'indépendance, mais qui plaide aujourd'hui**

**pour l'invention d'une citoyenneté calédonienne. En témoigne le mot de l'Église publié à l'occasion de son synode de l'été 2018 : l'EPKNC y invite «chaque responsable d'Église à vivre pleinement sa mission là où il est. Il invite également les différents acteurs de ce pays à œuvrer pour la paix, la fraternité et la solidarité. À travers la parole d'espérance d'Éphésiens 2 au verset 19, le Synode Général encourage chacun à devenir « citoyen de sa terre et concitoyen d'un pays nouveau ».»**

**Comme le souligne Frédéric Rognon, la Nouvelle-Calédonie, «c'est un petit territoire, où presque tout le monde se connaît». Ce que peut faire l'Église, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre ; établir des ponts, des passerelles entre les communautés.» L'EPKNC a ainsi encouragé ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus d'autodétermination du peuple**

calédonien, à travers la présence et les actions du Défap, dans un esprit de fraternité, manifestant ainsi leur soutien à cette quête «de paix, de fraternité et de solidarité».

---

# **Nouvelle-Calédonie : l'EPKNC s'engage et prie pour la paix**

Alors que le Congrès de Nouvelle-Calédonie est appelé à se prononcer sur la transcription juridique de l'accord trouvé le 3 novembre lors du Comité des signataires à Matignon, marquant une nouvelle étape vers l'organisation d'un référendum d'autodétermination attendu par certains et redouté par d'autres, l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC)

s'efforce de faire passer un message d'apaisement. Ce qui se traduit à la fois dans le mot issu de son dernier synode, et dans son appel à une «Semaine de prière pour la paix dans le pays et pour toute l'année 2018», placé sous ce thème issu d'Éphésiens 2,19 : «Concitoyens d'un pays nouveau».

---

## **Nouvelle-Calédonie : faire du référendum un choix d'espérance**

A un an presque jour pour jour du référendum d'autodétermination prévu en Nouvelle-Calédonie en novembre 2018, la réunion du Comité des signataires qui s'est tenue à Matignon a permis de trouver un accord sur les listes électorales, un point de vives divergences entre les parties prenantes qui risquait de miner la légitimité même du

scrutin. Interrogé par la radio RCF, le secrétaire général du Défap a souligné cette «très belle avancée» et la confiance qui a pu être établie par le Premier ministre avec les interlocuteurs. Mais les tensions restent fortes dans l'archipel et pour les désamorcer, «le rôle des Églises est essentiel» ; dans ce contexte, Bertrand Vergniol s'est félicité de la position adoptée par l'EPKNC vis-à-vis du scrutin qui devra, quel que soit le résultat du vote, être «un choix d'espérance pour le destin commun.»

---

## **A la rencontre des Calédoniens**

Bertrand Vergniol, secrétaire général du Défap, s'est rendu en Nouvelle-Calédonie du 29 juillet au 21 août 2017. Plusieurs raisons ont motivé ce déplacement et les

rendez-vous ont laissé peu de temps à la découverte des lieux fabuleux de cet archipel d'Océanie. Inauguration au lycée Do Neva, synode de l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), conférence publique sur le thème Protestantisme et décolonisation, assemblée générale de l'ASEE, rencontre avec les anciens envoyés et les responsables politique locaux... un programme dense mais indispensable pour aborder au mieux les enjeux politique et spirituel que représente le référendum 2018. L'histoire du protestantisme et celle de la nouvelle Calédonie restent plus que jamais intimement liées.

---

## **Conférence publique**

# **: La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins**

La conférence publique « la Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins » se tiendra le lundi 18 septembre, de 18h30 à 21h, à la Maison du protestantisme. Elle sera animée par Bertrand Vergniol, secrétaire général du Défap avec les interventions croisées de Jonathan Tholo, étudiant à l'École navale, Vincent Bouvier, ancien Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, et Ben Houmbouy, pasteur.

---

# **Nouvelle Calédonie : Le lycée Do Neva rouvre ses portes**

Plus de quatre mois après les pluies diluviennes qui ont terrassé la Nouvelle Calédonie, le lycée Do Neva a rouvert ses portes pour sa rentrée du 20 février. Thomas Carlen, le directeur de l'établissement, s'en félicite. Quelques jours avant la rentrée, il s'est livré dans un entretien exclusif pour notre site.

---

## **En souvenir d'un ami**

Les membres du Conseil économique, social et culturel de Tahiti ont rendu hommage à John Doom le 30 janvier 2017. Cette figure de la culture polynésienne, homme de conviction et

d'engagement, notamment contre les essais nucléaires français à Mururoa, s'est éteint le 25 décembre 2016 des suites d'une longue maladie. Jacqueline Dom et Jean Adnet, anciens envoyés du Défap à Tahiti, témoignent ici de leur rencontre avec John Doom.

---

# Disparition de John Doom

Il a été le premier secrétaire général de l'Eglise Protestante de Polynésie. John Doom s'est éteint à Tahiti le 25 décembre 2016, il avait 80 ans. Le Défap rend hommage à cet homme qui s'est battu pour la justice, la vérité et les victimes des essais nucléaires.

---

# **Nouvelle Calédonie : des nouvelles du Lycée Do Neva**

Suite aux pluies diluviennes qui ont eu lieu en Nouvelle Calédonie, le lycée protestant Do Neva a dû fermer ses portes. Mobilier détruit, archives perdues, perte des moyens de communication avec l'extérieur, le lycée agricole de la commune de Houaïlou a dû s'organiser dans l'urgence pour pouvoir accueillir au plus vite sa centaine d'élèves inscrits. Dans une interview accordée au Défap, le directeur de l'établissement, Thomas Carlen, dressait un bilan alarmiste. « Nous n'avons jamais vécu une telle crise », déplorait-il. Dix jours après le drame, le directeur reprend contact avec nous.